

Unité départementale de l'Artois  
UD de l'ARTOIS  
12 avenue de Paris  
Centre Jean Monnet I - Entrée Asturies  
62400 Bethune

Bethune, le 03/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SI GROUP-Béthune**

1111 Avenue Georges Washington  
BP 237  
62404 Béthune

Références : B1-180-2024  
Code AIOT : 0007002548

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement SI GROUP-Béthune implanté 1111 Avenue Georges Washington BP 237 62404 Béthune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Lors de la visite du 15/02/2024 ayant pour thème l'état des matières stockées, l'Inspection avait relevé 4 non conformités et a proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant pour non-respect des articles 49 et 50 de l'AM du 4/10/2010 modifié.

L'exploitant a informé la DREAL des Hauts-de France par courrier du 13/05/2024 des actions correctives réalisées ou en cours.

La proposition de mise en demeure n'étant pas encore signée, l'Inspection a réalisé une nouvelle visite sur ce thème afin de constater si les non-conformités précitées étaient ou non toujours

d'actualité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SI GROUP-Béthune
- 1111 Avenue Georges Washington BP 237 62404 Béthune
- Code AIOT : 0007002548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement SI Group-Béthune, créé en 1959 sous le nom de Schenectady, produit des résines formophénoliques sous forme solide (pastilles et écailles conditionnées en big-bags ou sacs de 25 kg) et liquide (livrées en citernes routières, fûts de 200L ou IBC).

L'usine couvre une superficie d'environ 5 ha dans le Parc d'activités Washington à l'extrémité Est de la commune de Béthune. Le canal d'Aire est à 20 m des limites de propriété au nord du site.

La production s'organise autour de 7 lignes de fabrication qui font réagir des phénols alkylés avec du formol via des catalyseurs acides ou basiques, dans des réacteurs chauffés à 160°C ou 240°C, par batch ou selon des procédés semi-continus. 19300 tonnes de résines ont été produites en 2021. La production actuelle est de 1500 t/mois. L'usine emploie 200 personnes.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, l'établissement SI Group-Béthune est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 14 août 2009. L'arrêté complémentaire du 26 octobre 2017 a actualisé la liste des installations autorisées sur le site.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE du 24/11/2010 sur les émissions industrielles (rubrique principale de l'exploitation 3410-h).

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités mentionnées à la rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1).

L'objet de la visite a consisté à faire le point sur les prélèvements en eau de l'établissement, qui fait partie des gros consommateurs (prélèvements supérieurs à 50 000 m<sup>3</sup>/an), en vue de lui prescrire une réduction pérenne de ses prélèvements sur la base d'une étude technico-économique.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement Inspection du 15/02/2024_EtatsStocks_Généralités-FDS-Accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Récolement Inspection du 15/02/2024_Etats des Stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
3	Récolement Inspection du 15/02/2024_Etats des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stocks_Mise à jour		
4	Récolement Inspection du 15/02/2024_ Etats des stocks_Accessibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection du 11/07/2024 également sur le thème de l'état des matières stockées a permis de constater :

- la mise en place effective des actions correctives présentées dans le courrier de l'exploitant du 13/05/2024,
- la correction des 4 non-conformités constatées lors de l'inspection précédente du 15/02/2024.

Des demandes sont formulées à l'exploitant pour encore améliorer son "état des stocks" et suivre la finalisation d'actions en cours.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement Inspection du 15/02/2024\_EtatsStocks\_ Généralités-FDS-Accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Généralités sur état des stocks et FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>État des matières stockées</u></p> <p>Depuis l'inspection précédente du 15/02/2024 sur le même thème, l'exploitant a revu les modalités d'élaboration de l'état des matières stockées pour répondre entièrement à l'article 49 de l'AM du 4/10/2010 susmentionné.</p>

Lors de la présente inspection, la nouvelle version du fichier/tableur "PSEC 011-03\_Etat des stocks" a été présentée. Permettant toujours d'extraire de la base SAP (progiciel de gestion intégrée) les données d'inventaire journalier du site, le tableur les met en forme pour établir l'état des matières stockées qui comprend désormais toutes les matières combustibles même non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées (vu sur l'état des matières stockées généré à date du 11/07/2024).

**Aussi, la non-conformité n°1 relevée lors de l'inspection du 15/02/2024 a été corrigée.**

#### FDS

Vu un répertoire regroupant désormais les FDS relatives aux produits utilisés sur le site directement par le personnel SI-Group ainsi que les sous-traitants permanents comme ceux pour la STEP ou la maintenance. A noter que pour les produits chimiques concernés par REACH, l'exploitant conserve un tableau spécifique avec des informations complémentaires.

#### Accessibilité des documents

Lors de la présente inspection, l'état des matières stockées a été généré en moins de 15 min à partir d'éléments facilement accessibles.

L'exploitant a établi un mode opératoire (ou guide) qui a été ajouté au fichier (nouvel onglet "comment extraire") et décrit pas à pas ce qui doit être fait pour établir l'état des matières stockées.

Enfin, cet état devant pouvoir être établi en sus des agents du service environnement par le personnel d'astreinte, ces derniers sont en cours de formation et la génération des états des stocks fait désormais partie des exercices POI (comme lors de l'exercice du 21/03/2024).

L'exploitant a présenté également la modification de la fiche réflexe fonction "Anticipation des moyens" du POI (version du 4/05/2024- rév 4) qui liste désormais la préparation de l'état des matières stockées à fournir à la Préfecture, DREAL, SDIS et ARS.

**Aussi, la non-conformité n°3 relevée lors de l'inspection du 15/02/2024 a été corrigée.**

L'exploitant s'est organisé afin que l'état des matières stockées puisse être établi rapidement, ce dernier ainsi que les FDS soient facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition des autorités prévues à l'article 49 de l'AM du 4/10/2010 susmentionné.

Les demandes d'amélioration formulées par l'inspection sur la prise en compte de ces exigences (demandes 1, 3 à 5) concernant le remplissage de l'état comme les bases de données FDS ont été prises en compte par l'exploitant sous réserve de la correction du contenu du répertoire des FDS indiquée à la fin du présent point de contrôle.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### FDS :

Le répertoire informatique regroupant les FDS ne comporte pas celle pour l'acétylène (bouteilles présentes sur site).

L'exploitant en vérifiera l'exhaustivité notamment vis-à-vis de tout produit pouvant entrer dans l'état des stocks et utilisé par une entreprise extérieure présente sur site.

##### Matières stockées par les entreprises extérieures :

Compléter le mode opératoire "onglet comment extraire" pour ajouter à l'extraction issue de SAP les données des entreprises extérieures.

**Type de suites proposées : Sans suite**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etats des stocks pour les autorités et la population
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [...]
<b>Constats :</b>  Les états des stocks pour l'information des autorités et de la population générés le 11/07/2024 à partir de la nouvelle version du fichier "PSEC 011-03_Etat des stocks" comportent l'ensemble des éléments exigés par l'article 50 susmentionné : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'onglet "état du stock complet" correspondant à celui destiné aux autorités qui recense les quantités de matières dangereuses et non dangereuses ou non classées au titre d'une rubrique 4XXX, 1436 ou 1510 (combustible) par zone d'activité ou de stockage (atelier/stockage en extérieur ou en bâtiment) en précisant : - leur désignation chimique si dangereuse ou par grande famille de produit si non dangereux (emballage résine, produit pour la STEP etc.),- la rubrique ICPE éventuellement concernée, - la grande famille de dangers en cas d'incendie (toxique, éco-toxique, inflammables, cancérigène...), - la localisation (le nom des zones est davantage explicite), - la présence ou non de piles et batteries (mentionnée dans un autre onglet),- le tonnage présent (le mode de calcul a été simplifié et rendu davantage explicite via les différents onglets du fichier - p. ex. pour les emballages ou les palettes avec l'usage d'un poids moyen pour les palettes qui est ré-évalué régulièrement),- un nouvel onglet "suivi ICPE" vérifie que les quantités présentes de matières relevant de la nomenclature ICPE correspondent à celles autorisées par les arrêtés du site) ;</li><li>• l'onglet "Vulgarisation du stock" qui est transmis au Préfet pour faciliter l'information de la population, il a été modifié pour prendre en compte les demandes formulées suite aux</li></ul>

constats de l'inspection du 15/02/2024.

**La non-conformité n°2 constatée lors de l'inspection précédente est donc corrigée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans l'onglet "extraction SAP" du fichier :

Clarifier le nom des différentes colonnes servant au calcul du poids global des emballages (colonne "quantité conforme et non conforme, quantité totale, poids et quantité") afin de bien distinguer le nombre d'unité, le poids unitaire type ou spécifique, le poids total par type d'emballages puis le poids total ré-injecté dans l'onglet "Etat du stock complet".

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Récolement Inspection du 15/02/2024\_ Etats des stocks\_Mise à jour**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etats des stocks\_ Mise à jour - recalage

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

**Constats :**

Depuis l'inspection du 15/02 , l'exploitant a modifié les fréquences de mise à jour des quantités de matières stockées pour les caler sur les exigences réglementaires.

Il a été vu que les quantités liées aux déchets dangereux sont mises à jour quotidiennement.

Les entreprises extérieures permanentes comme celle gérant la STEP ont comme consigne de suivre quotidiennement leurs stocks et de transmettre à SI-GROUP les évolutions ainsi que de recalculer toutes les semaines leur inventaire (transmission au service environnement).

Ces données sont intégrées dans le fichier " PSEC011-03\_Etat des stocks au niveau d'un nouvel onglet " Stock hors SAP" qui sera combiné à l'extraction obtenue par SAP pour avoir l'état des matières stockées sur le site.

Le recalage physique pour l'ensemble des matières stockées est au moins fait chaque année.

Un plan général du site avec la nouvelle désignation plus explicite des localisations (cf. PDCT n°1) fait partie du fichier état des stocks ainsi que des documents à transmettre aux autorités.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Récolement Inspection du 15/02/2024\_ Etats des stocks\_Accessibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etats des stocks- Accessibilité -POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.  [...]  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis l'inspection du 15/02 /2024, SI-GROUP a modifié son POI :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'état des matières stockées dans ses 2 versions (pour les autorités et pour l'information de la population) est référencé dans le POI,</li> <li>• l'ajout d'une fiche guide dessus (au § 1.7.5.1) qui rappelle les rôles de cet état, l'emploi du fichier PSEC011-03 pour générer cet état et rappelle ce qui doit être tenu à disposition/ transmis aux autorités (mention de leur adresse mail),</li> <li>• l'ajout à la fiche réflexe "fonction Anticipation des moyens" (au § 1.75), la tâche de préparer l'état des matières stockées et de le fournir aux autorités.</li> </ul> <p>Ces modifications sont intégrées dans la révision n°4 qui paraîtra en fin d'année avec la prise en compte du REX lié aux accidents Lubrizol 1 et 2.  En interne cela est déjà utilisé.</p> <p><b>Les non-conformités n°3 et 4, constatées lors de l'inspection précédente, liées à l'absence de référencement de l'état dans le POI, tout comme l'absence de vérification auprès des autorités si les modalités de mise à disposition prévues dans le POI leur convient sont donc corrigées.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Consulter officiellement les autorités (Préfecture, SDIS, ARS et DREAL) sur les modalités (lieux et moyens) de tenue à leur disposition des états des matières stockées avant de les figer (référencement dans le POI, conditions d'envoi etc.).  L'exploitant transmettra copie de cette consultation à faire, avant l'envoi ou lors de l'envoi de la révision du POI, sous 2 mois à l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite